

Non à la surenchère raciste !

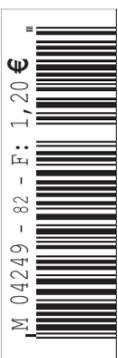


Brice Hortefeux prépare de nouvelles mesures racistes, utilisant une fois de plus les étrangers, notamment les sans-papiers, comme boucs émissaires de la crise.

Le remaniement ministériel a supprimé le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale pour le réintégrer dans le ministère de l'Intérieur, dirigé par Brice Hortefeux. Mais cela ne signifie pas l'arrêt de la politique « de la honte », bien au contraire. Alors que le gouvernement a été fortement affaibli par la bataille des retraites, que la crise économique s'amplifie en Europe avec la quasi-faillite de l'Irlande, après celle de la

Grèce et précédant probablement celle du Portugal ou l'Espagne, rien de tel que de relancer une nouvelle campagne raciste. « L'immigration illégale doit baisser et elle baissera », a annoncé Hortefeux. Il ressort sa feuille de route qui se résume à « expulser plus » car, malgré les multiples rafles de Roms ou de sans-papiers, il y a une baisse de 6% des expulsions... Il réaffirme son racisme en déclarant que la France « a le droit de choisir qui elle

veut et qui elle peut accueillir sur son territoire ». Il annonce l'amplification de sa politique anti-immigration totalement injuste et absurde. De nouvelles mesures restreignant la délivrance des visas vont être mises en œuvre. Les accords avec les dictatures du Maghreb et d'Afrique subsaharienne – concernant déjà quinze pays – pour organiser sur place la chasse aux clandestins vont encore être élargis. **SUITE PAGE 2**



REGARDS
Guadeloupe, la mobilisation continue
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Égypte, en finir avec la dictature
Page 5



PARLONS-EN
Fanon, le retour ?
Page 9

Agenda

16-17 décembre, procès Chili, Paris. À l'occasion du procès des quatorze tortionnaires des dictatures chilienne et argentine, appel à soutenir les familles des victimes et les associations parties civiles dans ce procès.
RV devant le Palais de justice de Paris, le 16 décembre de 11 à 14 heures et le 17 décembre à partir de 17 heures pour le compte rendu du procès et une soirée festive.

16 décembre, réunion publique, Trappes. Réunion publique organisée par le NPA de Trappes, sur le bilan des luttes sur les retraites.
RV à 20 heures, Maison des familles, rue Jean-Zay, Trappes.

16 décembre, réunion publique, Pantin. Réunion publique «Après le mouvement sur les retraites, on lâche toujours rien !» organisée par le NPA de Pantin.
RV à 20 heures, salle Les Diamants, 41 rue Delizy, Pantin.

17 décembre, conférence gauche, Marseille. L'Université populaire et républicaine de Marseille organise une conférence : «Fortunes et infortunes de la notion de gauche», présentée par Jérôme Maucourant.
RV à 19 heures Maison de quartier du 1-7, Salle de la mairie, 12 bd Dugommier Marseille (à côté de la librairie Gibert, M° ou tramway : arrêt Noailles). Entrée libre.

17 décembre, rencontre, librairie La Brèche. Apéro-débat et rencontre avec Pauline Debenest, Vincent Gay et Gabriel Girard autour du livre *Féminisme au pluriel* aux éditions Syllepse.
RV à 19 heures à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12°, M° Daumesnil.

18 décembre, fête du NPA, Combes. Le NPA Aveyron organise une fête du NPA : apéro musical, débats, rencontres, concert, avec Myriam Martin.
RV à 18 heures, salle Émile-Zola, Combes (près de Decazeville).

18 décembre, réunion publique, Montceau. Réunion publique «Bilan du mouvement social et perspectives» organisée par le NPA.
RV de 18 à 20 heures, bar des Charmilles, 61, rue de la Loge, Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

19 décembre, antisexisme, Paris. Appel citoyen à une action dans les grands magasins de jouets, afin d'y mélanger les genres et d'alerter les consommateurs sur les jouets sexistes.
RV à 15 heures, M° Grands Boulevards.

20 janvier 2011, manif fonction publique, national. Appel à manifestations unitaires pour exiger la titularisation des contractuelles de la fonction publique.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Non à la surenchère raciste !

SUITE DE LA PAGE 1

Il prépare un nouveau sommet au niveau européen, avec l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, pour coordonner cette politique répressive et «mieux contrôler les frontières extérieures», alors que des milliers d'immigrés meurent chaque année en tentant de pénétrer en Europe, fuyant la misère, la violence ou la guerre dans leur pays. La droite est décidée à faire des questions de l'immigration et de l'insécurité un thème majeur de la campagne présidentielle, craignant de se voir concurrencer par le FN. La surenchère va donc se poursuivre, stigmatisant et discriminant de plus en plus violemment les immigrés et les populations d'origine immigrée. Le député UMP de Belfort demande ainsi la déchéance nationale pour toute condamnation à plus de trois mois de prison ferme. Il ne faut donc pas s'étonner des déclarations ignobles de Marine Le Pen comparant les prières des musulmans dans la rue à une «occupation» nazie car le discours islamophobe et les déchainements racistes du Front national sont facilités par le racisme «décomplexé» de la droite.

Dans un contexte de crise globale du capitalisme, cette offensive raciste est une stratégie qui dépasse les simples calculs électoraux. Elle vise à «diviser ceux qui devraient être unis», en opposant travailleurs français et immigrés, pour «unir ceux qui devraient être divisés», en renforçant le mythe des intérêts communs entre travailleurs et patrons français. Il s'agit d'exalter des sentiments d'identité nationale, de racisme, d'islamophobie afin de constituer un bloc national. La guerre économique des grandes puissances impérialistes peut très bien prendre une forme plus directement militaire dans les années à venir et elle devra se mener évidemment au nom de la «civilisation et du progrès» !

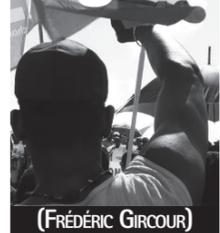
Il est possible de combattre ces divisions. La campagne raciste et sécuritaire du gouvernement au mois d'août a fait flop dès que les grèves se sont développées. Le mouvement des retraites a montré concrètement les vrais intérêts communs : manifester ensemble contre la réforme, quelle que soit notre couleur de peau, notre nationalité ou notre religion. Le FN était

inaudible car il s'opposait aux grèves soutenues par 71% de la population, dont une partie des électeurs FN.

Mais le risque qu'une partie des travailleurs tombent dans le piège de la division de classe n'a pas pour autant disparu, d'autant que les conditions de vie de la grande majorité continuent de se dégrader. Il faut donc s'opposer à toutes ces mesures racistes, poursuivre le combat pour la régularisation de tous les sans-papiers. Il ne faut rien lâcher sur le terrain du racisme. Le 14 janvier, nous devons être le plus nombreux possible à Tours pour manifester contre le congrès du FN, qui doit introniser Marine Le Pen. Refusons la banalisation du racisme, la peur qu'on voudrait instiller en faisant de tout «étranger» une menace. Au contraire, réaffirmons un internationalisme et un antiracisme «décomplexé» avec le célèbre mot d'ordre plus que jamais d'actualité : «prolétaires de tous les pays, unissez-vous !»

Antoine Boulangé

regards



(FRÉDÉRIC GIRCOUR)

Correspondante en Guadeloupe

GUADELOUPE *La mobilisation continue*

Le 14 décembre, tous les syndicats de Guadeloupe – à l'exception de la CFDT – ont appelé à la grève générale. Le *Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP)* a appuyé cet appel, avec une série de meetings pour mobiliser toute la population.

La grève a été plutôt bien suivie, et la manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre a rassemblé plus de 5000 personnes (ce qui est considérable dans un pays de 450000 habitants). Cette nouvelle journée d'action a confirmé le mécontentement de nombreux salariés, et aussi des chômeurs, mères célibataires... qui subissent la pwofitasyon depuis trop longtemps. Le 4 mars 2009, un accord était signé entre les 48 organisations du LKP et les autorités, après 44 jours de grève générale. Cette mobilisation exceptionnelle nous a permis d'arracher de nombreux acquis : augmentation de 200 euros pour les bas salaires, baisse des prix, gel des loyers, prolongation des contrats aidés... Après avoir organisé des états généraux bidons, le gouvernement a commencé à contre-attaquer. La même politique d'austérité qui est imposée aux travailleurs partout sur la planète se traduit en Guadeloupe par le refus d'appliquer l'accord de 2009. Et elle a aussi un parfum de revanche.

Répression

Plusieurs militants syndicaux doivent faire face à des procédures judiciaires. C'est le cas notamment des membres de l'UTHTR-UGTG, syndicat des personnels des grands hôtels touristiques de Guadeloupe. Les patrons ne leur ont pas pardonné d'avoir arraché les augmentations de 200 euros en prolongeant la grève au-delà des 44 jours. Aujourd'hui ils sont accusés d'homicide à cause d'un accident survenu sur un barrage routier en 2009. C'est aussi le cas de la dirigeante de la CGTM, le principal syndicat de la Martinique, qui fut aussi une des leaders du K5F (l'équivalent du LKP en Martinique). Elle est convoquée au tribunal le 15 décembre pour des propos prétendus racistes, en fait le slogan des grandes manifestations de 2009 : «*Matinik sé ta nou, Matinik sé pa ta yo, an bann bèché pwofité, volè, nou ké fouté yo dewò*» (*La Martinique est à nous, la Martinique n'est pas à eux, une bande de békés profiteurs, voleurs, nous allons les foutre dehors*).

Le comble du scandale, c'est que la plainte a été déposée par un membre de la famille Hayot, les békés les plus puissants des Antilles, qui ont fait leur fortune au temps de l'esclavage. Les avocats des militants subissent également les méthodes d'intimidation du pouvoir. Écoutes illégales, bousculades par les gendarmes dans les tribunaux, menaces de mort : la justice au service des riches perpétue aux Antilles les traditions coloniales les plus indignes.

Riposte

Tous ceux qui se sont battus en 2009 ne comptent pas se laisser faire. Même si une nouvelle grève de longue durée n'est pas à l'ordre du jour pour le moment, la colère et la détermination sont bien présentes. Les deux principaux syndicats de Guadeloupe, l'UGTG et la CGTG, se sont nettement renforcés depuis 2009. Les meetings de rue organisés par le LKP attirent plusieurs centaines de personnes, deux fois par semaine.

Le plus remarquable, c'est que de nombreux conflits ponctuels ont éclaté depuis septembre : à l'ONF, à Pôle Emploi, à la DDE, dans

l'éducation, la santé, etc. Beaucoup font le lien entre leurs conditions de travail difficiles et la pwofitasyon en général, qui désigne à la fois le système capitaliste et la société coloniale qui se maintient en Guadeloupe.

Les grèves de l'automne, en France et dans les autres pays d'Europe, ont été suivies avec attention. Les lycéens de Guadeloupe sont d'ailleurs eux aussi descendus dans la rue, tous seuls, inspirés par leurs camarades français.

Organisation par en bas

Il y a des entreprises et des services publics où la grève du 14 décembre a été préparée par des assemblées générales. Et, pour la première fois, un rassemblement des délégués syndicaux a été organisé, le 8 décembre. Il a attiré près de 200 militants, tous syndicats et tous secteurs confondus. Cette initiative, de même que toutes les réunions tenues sur les lieux de travail, est un signe encourageant pour l'avenir du mouvement aux Antilles.

En effet, notre faiblesse en 2009 consistait en une forme d'obéissance aux consignes venues d'en haut, des 48 dirigeants du LKP. Le caractère massif de la grève ne s'était pas traduit par une multiplication des initiatives par en bas. Deux ans plus tard, il semble que des militants commencent à prendre eux-mêmes les choses en main. C'est notre meilleur espoir pour abolir à terme toutes les pwofitasyon.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE / FRÉDÉRIC GIRCOUR)

Inégalités scolaires ou sociales ?

L'OCDE vient de publier sa dernière étude Pisa sur les performances des élèves en France. Malgré les faibles résultats, l'OCDE pousse à poursuivre les contre-réformes qui détruisent le service public d'éducation.

Le programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) est un ensemble d'études de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) visant à mesurer les performances des systèmes éducatifs d'une soixantaine de pays. Tous les trois ans, Pisa évalue les compétences des jeunes de 15 ans dans les domaines de la lecture, des mathématiques et des sciences. Les résultats des études menées en 2009 ont été publiés le 7 décembre.

Le système éducatif français se singularise par de fortes inégalités. Les résultats des élèves inscrits dans les établissements de l'éducation prioritaire enregistrent une baisse de 12 points : ils obtiennent des scores inférieurs de 22 points avec les élèves scolarisés dans des collèges publics, et inférieurs de 35 points avec les élèves scolarisés dans des collèges privés.

Socialement, les résultats des élèves favorisés sont supérieurs de 50 points à ceux des élèves défavorisés, soit l'équivalent de plus d'une année d'école ! L'enquête révèle également que les élèves issus de l'immigration ont deux fois plus de risque d'être en échec scolaire que les autres élèves. Autre inégalité, celle de genre : l'écart entre filles et garçons représente près de 40 points en lecture. Cet écart s'est creusé depuis 2000.

Loin de critiquer les contre-réformes touchant le système éducatif français, l'OCDE recommande des directives claires indiquant les savoirs à connaître,

les valeurs à transmettre et les attitudes à acquérir en insistant sur l'efficacité de la discipline. Les établissements doivent être plus autonomes et les chefs d'établissement, des leaders. Les aides aux élèves en difficulté doivent être apportées sur le temps familial. Pour l'OCDE, il vaut mieux mettre l'argent dans une augmentation de salaire des enseignants que dans la diminution du nombre d'élèves par classe.

En bref, l'OCDE conseille d'aller plus en avant dans les contre-réformes touchant notre système éducatif ! Le contraire aurait été étonnant...

Pisa dans la lignée des contre-réformes

À l'instar des nouveaux programmes, du socle commun des compétences, etc., les méthodes et les objectifs de Pisa visent à évaluer non pas les savoirs mais les compétences des élèves, mises en œuvre dans l'ensemble des systèmes éducatifs européens, quels qu'ils soient. Des systèmes éducatifs dans lesquels l'accès aux savoirs ne constitue plus un objectif d'enseignement. Ceux-ci sont relégués au rang d'instruments devant servir au développement des compétences pour mettre en avant une pédagogie annoncée comme novatrice : l'approche par compétence (APC). C'est en réalité une négation des pédagogies reposant sur les travaux de Piaget, de Vygotski ou sur la pédagogie Freinet. Se situant dans une perspective constructiviste, ils estiment que le savoir constitue

LE DÉTERMINISME SOCIAL EN HAUSSE



le but même de l'apprentissage et seules les activités de l'élève lui permettent d'y accéder. Or, avec les compétences, le savoir n'est qu'un accessoire dont on peut occasionnellement avoir besoin pour réaliser une tâche. Ce qui est alors évalué avec Pisa est la réussite à un exercice, la réponse à une question fermée, en bref l'efficacité d'un conditionnement.

Une véritable démocratisation scolaire passe par une « refonte » d'ensemble de notre système éducatif. Certaines expériences ont montré qu'un taux de

réussite de près de 100% des élèves dans les quartiers populaires est possible dès le CP à condition de mettre en œuvre des dispositifs pédagogiques qui manifestent une réelle exigence intellectuelle à l'égard des élèves, tout en leur donnant les moyens de surmonter les difficultés d'apprentissage. Il faut « révolutionner » l'ensemble du système éducatif, en tant que service public. C'est l'affaire de tous et toutes, il faut le construire ensemble.

Nina Lehair



Par Anne Leclerc

NON À LA LOI LOPPSI 2

Depuis le 14 décembre, le Parlement examine le projet de « loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ». Il accentue encore la répression et la surveillance de la population. Fidèle à ses déclarations sécuritaires de l'été, le gouvernement a ajouté à la dernière minute une trentaine d'amendements à cette loi, en chantier depuis 2009, comme l'extension des peines planchers, la comparution immédiate pour les mineurs, une peine incompressible de 30 ans pour les tueurs de policier, la création de tribunaux pour les migrants à l'intérieur des zones de rétention, des peines d'un an de prison pour les étrangers dérogeant aux obligations de présentation périodique à la police dans l'attente d'une mesure d'éloignement.

Sur le logement, des amendements antisquat (expulsions arbitraires de locaux, criminalisation renforcée de l'occupation de la résidence d'autrui), retirés lors du débat au Sénat après la mobilisation des associations de droit au logement, ont été réintroduits et s'ajoutent à la procédure d'évacuation d'office des caravanes et campings, des habitants de bidonvilles et des sans-abris dans les bois.

Cette loi vise également les Roms, les vendeurs à la sauvette, comme les biffins et les ferrailleurs, en correctionnalisant leurs infractions de vente.

La liste est longue des dispositions liberticides de cette loi : extension du fichage aux actes qui troublent la tranquillité publique, installation de vidéosurveillance pour les manifestations avec transmission en temps réel des images aux forces de l'ordre. À cela s'ajoute la mise en place du contrôle social avec l'assouplissement du secret professionnel et l'échange de renseignements entre agents de l'État et organismes de protection sociale ou Pôle emploi, la création d'agents assermentés chargés de dresser des PV de fraudes. Les prérogatives de la police municipale sont elles aussi élargies. Dans les différents cadres unitaires, le NPA se mobilise contre cette loi sécuritaire qui est l'autre versant de la politique antisociale du gouvernement.

leur monde...

Racailles

À l'évidence, en manifestant leur mécontentement contre les jugements prononcés par le tribunal de Bobigny à l'encontre de policiers faussaires, leurs collègues ont surtout révélé leur surprise et leur incompréhension. Comment, la police n'aurait pas tous les droits ? Elle ne pourrait plus mentir ? Elle aurait des comptes à rendre ? L'impunité ne serait plus la règle ? Il y a effectivement de quoi être surpris ! Dopés par les proclamations martiales de Sarkozy et de ses affidés, certains policiers pouvaient se croire tout permis. Et, d'ailleurs, ils se permettaient tout ! De bavures en bavures, certains tendaient même à rétablir en pratique la peine de mort à l'encontre des jeunes des quartiers populaires, parfois pour des délits mineurs.

Sans risques majeurs... puisqu'ils avaient pu jusqu'alors bénéficier de la mansuétude de la police des polices, des responsables politiques, du parquet et de la majorité des juges quand, « par malheur », l'affaire n'avait pu être étouffée à la source, comme c'est la règle quand des policiers sont en cause. Sans compter le soutien sans faille de leur hiérarchie et, bien sûr, des « syndicats » policiers, Alliance ou Synergie, jamais en reste quand il s'agit de dénoncer « le laxisme des juges ».

Cette véritable culture de l'impunité n'est pas seulement révoltante. Elle est extrêmement dangereuse puisqu'elle est à l'origine de nombreux drames mortels. Pour ne prendre que les exemples les plus récents : le décès, début décembre à Colombes, de Mahamadou Maréga causée par l'utilisation par un policier d'un

pistolet Taser (voir page 4) ou, ce lundi à Marseille, la mort d'un homme tué au flashball, là encore par un policier. Bien sûr, la légitime défense est systématiquement invoquée... Et, bien sûr, Brice Hortefeu se précipite devant les micros pour réciter l'argumentaire commercial de la société qui vend le Taser...

On comprend donc la surprise causée par les verdicts de Bobigny. Les policiers condamnés étaient tout juste accusés... d'avoir tabassé un suspect et d'avoir fabriqué un faux procès-verbal, accusant l'automobiliste de leur avoir foncé dessus, un crime qui aurait pu valoir à ce dernier une condamnation à perpétuité. On pourrait penser que le fait que ces délinquants policiers, pris la main dans le sac, aient été sanctionnés soit quand même la moindre des choses ! Eh bien, pas du tout pour Hortefeu qui trouve les

condamnations... « disproportionnées ». Il y a pire encore. Utilisant leurs véhicules de service, gyrophares allumés et sirènes hurlantes, une bande policière tente de s'en prendre à la justice : cette attitude purement factieuse aurait dû être condamnée avec la dernière énergie par les pouvoirs publics, eux qui n'ont à la bouche que « l'ordre républicain ». Pas du tout ! Ils peuvent compter – et ils le savent – sur la complaisance de leur ministre, lui-même, il est vrai, authentique délinquant condamné pour racisme !

François Coustal

Envoyez vos analyses, indignations et témoignages sur « leur monde » à :
redaction@npa2009.org
ou au 2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil Cedex

en bref...

Vérité et justice pour Mahamadou Maréga!

Le 30 novembre, la presse relatait la mort d'un « Malien sans papiers de 38 ans » à Colombes. Présenté comme un « forcené » décédé après avoir agressé quatre policiers, l'affaire semblait classée. Sans-papiers étranger et violent. N'est-ce pas suffisant pour ne pas trop s'attarder sur son sort tragique et pour blanchir les « forces de l'ordre » ? La version des témoins diverge pourtant de celle de la police : gaz lacrymogènes, plusieurs décharges de Taser, passage à tabac et traces de sang rapidement nettoyées. L'autopsie révèle que le décès a peut-être un lien avec le Taser. Mais quelles que soient les causes de la mort de Mamadou, ces actes policiers barbares sont injustifiables ! Le 13 décembre à Marseille, la mort d'un homme victime d'un arrêt

cardiaque à la suite d'un tir de flashball est venu alourdir ce bilan funeste. Quand ces armes prétendument « non létales » tuent et que Brice Hortefeux en justifie l'usage, nous devons demander des comptes. De nombreuses actions ont déjà eu lieu pour Mamadou : deux rassemblements à Colombes et à la préfecture de Nanterre ont réuni à chaque fois entre 100 et 200 personnes. À la suite de ces actions, sa famille et plusieurs organisations (dont le NPA), ont décidé de créer le collectif Vérité et justice pour Mahamadou Maréga. Le combat sera long, mais seule notre mobilisation permettra d'obtenir gain de cause.

Congrès cheminots CGT. Réunis pour un 41^e congrès à Reims entre le 23 et 26 novembre, les

délégués de la fédération CGT des cheminots (première organisation syndicale à la SNCF) ont notamment désigné Gilbert Garell, cadre, pour succéder à Didier Le Reste au poste de secrétaire général. Parmi les textes votés, on relève notamment une volonté de s'adresser et d'organiser les salariés des entreprises ferroviaires privées qui opèrent sur le réseau depuis l'ouverture à la concurrence. Une partie des discussions a tourné autour de la nécessité de s'adresser aux agents de maîtrise et cadres, de plus en plus nombreux à la SNCF, en comparaison avec une exécution toujours majoritaire en proportion, mais en baisse. Traditionnellement, l'encadrement étant globalement moins combatif, moins enclin à la grève, cette volonté peut en partie se

comprendre comme une tentative à long terme de modérer l'orientation, le langage, les pratiques syndicales. Les échanges ont donc été nombreux autour des « modalités d'actions » (grève reconductible, grève carrée, etc.) à défendre dans les prochains conflits, à la lumière des difficultés à mobiliser évoquées par certains militants. En conclusion, les délégués ont signifié leur attachement à un syndicalisme de classe qui doit notamment s'exprimer sur le terrain de la grève reconductible (« dans un esprit de responsabilité » selon Didier Le Reste), et la nécessité de nouvelles mobilisations interprofessionnelles. Reste à voir maintenant la traduction concrète de ces motions et résolutions.

SALAIRES
Une question cruciale

Le mardi 14 décembre, à la Commission nationale de la négociation collective (CNCC), à laquelle participent le patronat et les syndicats, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a confirmé qu'il n'y aurait pas de coup de pouce au Smic. Celui-ci ne devrait augmenter, le 1^{er} janvier 2011, que de 1,6% environ, soit pour le Smic horaire brut de... 14 centimes d'euros. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de déclarer sans rire que le pouvoir d'achat augmente, comme si cette misérable augmentation pouvait compenser la hausse – pour ne prendre que les plus récentes – des impôts locaux, de l'électricité, des assurances, et celle sans répit des loyers.

Bertrand devait également annoncer, à cette même réunion, que les sanctions qui devaient frapper les patrons des entreprises appartenant à des branches où le salaire plancher est inférieur au Smic, seraient reportées de deux ans, en 2013. Ces sanctions étaient pour le moins légères puisqu'il ne s'agissait que de calculer les exonérations de cotisations sociales dites « Fillon » – accordées pour tous les salaires jusqu'à 1,6 fois le Smic – non plus sur le montant de celui-ci mais sur le salaire minimum de la branche. Mais c'est encore beaucoup trop pour les patrons, elles seront repoussées sous couvert que le nombre de branches où le salaire plancher est inférieur au Smic a diminué, passant de 34 en 2007 à 15 fin 2009. Tous les prétextes sont bons pour ne pas priver le patronat ne serait-ce que d'une infime partie des cadeaux de l'État.

En Irlande, le gouvernement a ni plus ni moins annoncé une baisse du salaire minimum et il en est de même, dans plusieurs pays d'Europe, du salaire des fonctionnaires. En France, le gouvernement donne un signal clair au patronat pour l'encourager à bloquer les salaires, en attendant peut-être de les baisser à plus long terme, en refusant un coup de pouce au Smic pour la cinquième année consécutive et en gelant pour 2010 les salaires de la fonction publique. Et pour que les choses soient encore plus claires, le nouveau ministre de l'Industrie, l'ancien transfuge du PS, Éric Besson, promu en même temps à la direction de l'UMP, fait du zèle. Il a donné le coup d'envoi à une concertation sur « le différentiel de coût du travail dans l'industrie entre la France et l'Allemagne », avec l'objectif, bien entendu, de prouver que les salariés français seraient trop payés et que cela nuit à « la compétitivité » de « notre » industrie.

Les grosses sociétés du CAC40, comme Renault qui devrait annoncer 3,3 milliards d'euros de bénéfices pour 2010, croulent sous les profits mais leurs actionnaires veulent encore diminuer le coût du travail. Licenciements et chômage partiel ne leur suffisent pas. C'est au salaire lui-même qu'ils veulent s'attaquer. Voilà ce qu'il en est de leur « compétitivité », essentielle pour accroître leur part des richesses produites par le travail collectif, au détriment de toute la population.

Alors oui, plus que jamais, il est essentiel d'affirmer la légitimité de nos revendications : 300 euros d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire inférieur à 1 500 euros net !

Galia Trépère



Bobigny, le 6 décembre. Les salariés de SPPS (réunis en assemblée générale) restent déterminés. (PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

SPPS

En grève pour sauver l'entreprise

Les ouvriers de SPPS refusent une réorganisation synonyme de la fin du pluralisme de la presse. Leur mouvement s'est durci depuis lundi 13 décembre.

SPPS est la filiale de Presstalis (ex-NMPP) qui assure la distribution de la presse et des magazines dans Paris et onze communes limitrophes. L'entreprise est menacée de fermeture pour externaliser la livraison des kiosques et la gestion des inventaires à des entreprises pratiquant bas salaires et précarité à tout va, bien loin du statut des ouvriers du Livre.

Les salariés se sont donc mis en grève le 30 novembre sur la distribution des magazines. Avec leur syndicat, le SGLCE-CGT, ultra-majoritaire aux récentes élections, ils multiplient les opérations ponctuelles visant à saisir du papier qui transite ailleurs, ou occupent le siège de la société parisienne, porte des Lilas, pour empêcher la tenue du Comité central d'entreprise (CCE). Ils ont également bloqué la distribution des quotidiens pour exiger la libération de neuf salariés placés en garde en vue lors d'une nuit

d'action où la police a voulu faire du zèle. Mais ni ces gardes à vue ni les plaintes déposées ici et là n'ont entamé leur détermination.

Ces actions, soutenues par le Syndicat général du Livre, en particulier par les travailleurs des imprimeries de presse quotidienne et du Journal officiel, ont permis quelques avancées dans la négociation. On est passé de l'annonce de la disparition de l'entreprise au maintien d'un de ses trois centres, celui de Bobigny, avec l'idée de le doter de la distribution des quotidiens et des seuls hebdomadaires. Avec des reclassements et un plan social « de haut niveau », comme disent régulièrement les patrons de cette profession où l'emploi s'est littéralement effondré depuis 30 ans. Pour les délégués SPPS, la négociation continue avec l'objectif de maintenir la surface distribuée, de conserver les statuts des travailleurs et de maintenir la totalité de la charge de travail.

Le contre-plan présenté à la direction maintient 122 ouvriers sur 186. La réorganisation proposée par le syndicat intègre en effet un effort réel de gain de productivité mais contrecarre les projections patronales sur les économies à faire en sous-traitant le boulot à des smicards à temps partiel...

Au-delà des enjeux sociaux, ce conflit restera comme l'un des marqueurs de la résistance de la profession à la destruction des outils de défense du pluralisme mis en place à la Libération. Les États généraux de la presse voulus par Sarkozy et les préconisations du rapport Mettling indiquent clairement que la presse doit devenir une marchandise comme les autres, c'est-à-dire une machine à cash. Impression, distribution, abonnements, toute l'architecture des aides publiques est remise en cause avec l'objectif avoué de laisser crever les titres « non rentables ». Même si le système actuel est très insuffisant

pour assurer un vrai pluralisme, la disparition des derniers éléments issus de la Libération serait une aggravation supplémentaire. De ce point de vue, le cas des NMPP (aujourd'hui Presstalis) qui assurent la distribution de tous les titres à égalité est emblématique puisque dans ce système les gros éditeurs paient les camions dans lesquels les petits éditeurs montent aussi. Pour toutes ces raisons, le 6 décembre, Olivier Besancenot est venu apporter son soutien aux travailleurs lors d'une Assemblée générale au centre de Bobigny. Il a aussi répondu à l'invitation du comité NPA des Industries graphiques le même jour pour une rencontre débat autour d'un buffet qui a réuni plus de 35 camarades dont de nombreux responsables syndicaux.

Il est clair qu'il va falloir taper plus fort pour faire céder les éditeurs et derrière eux le gouvernement.

Jean-Yves Lesage



ÉGYPTE

En finir avec la dictature

Les élections législatives égyptiennes ne sont qu'une mascarade de plus organisée par la dictature de Moubarak et passée sous silence par la communauté internationale.

Le Parti national démocrate d'Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981, vient sans surprise de remporter les élections législatives, raflant 209 des 221 sièges à pourvoir, avec un taux de participation oscillant entre 15 et 17%. Entaché d'une fraude électorale dénoncée par tous les observateurs présents, ce scrutin marque l'écrasement total de l'opposition parlementaire. La campagne électorale a été marquée par un harcèlement sans relâche des quelques formations politiques qui osent encore, non pas défier la dictature, mais simplement participer au jeu électoral qualifié de «mascarade grotesque» par les porte-parole des Frères musulmans dont plus de 1000 sont emprisonnés. Cette formation qui possédait un cinquième des sièges de l'ancienne assemblée, écrasée dès le premier tour, a décidé de ne pas se présenter au second, et ne compte désormais plus aucun représentant. La gauche, regroupée au sein de la formation Tagammou, dénonce les «pires élections jamais organisées en Égypte», les «fraudes massives», les achats de voix et des exactions en tous genres. Au premier tour, le 26 novembre, seize personnes ont été tuées et une centaine ont été blessées

par la police. Les représentants des USA, alliés fidèles du pouvoir en place, sont obligés de faire part de leur «déception» devant l'évidence des entraves aux droits de l'homme commises par la dictature qu'ils protègent depuis 29 ans. Certains opposants au régime sont obligés de quitter le pays, notamment ceux de la coalition démocratique Kefaya. Les studios de la BBC et d'Al Jazeera ont récemment été fermés par la police politique, et le rédacteur en chef du journal *Al Doustour* vient d'être licencié pour non-allégeance au pouvoir. Cette répression tous azimuts s'inscrit dans un contexte national et international calamiteux. Depuis les grandes manifestations de mars-avril 2008, dont certaines tournèrent à des émeutes contre le régime, la situation sociale de l'Égypte n'a fait que se dégrader. On y compte plus de 18 millions d'habitants sur 83 millions, vivant bien en dessous du seuil de pauvreté. Les services publics sont en pleine déliquescence, notamment le système d'éducation incapable de répondre aux besoins d'une population jeune qui dont la moitié a moins de 25 ans. La question religieuse, du respect des droits pour les chrétiens coptes comme

pour les musulmans, peut en permanence se réinviter dans l'actualité, comme ce fut le cas récemment lorsque l'assassinat par la police d'un manifestant chrétien a tourné à l'émeute. Au plan international, l'Égypte est perçue comme une puissance déclinante, sévèrement jugée par les populations de la région pour sa collaboration sans faille avec Israël et les USA. Âgé de 82 ans, le dictateur Moubarak se présentera-t-il aux présidentielles de 2011 ou préférera-t-il en bon oligarque que son fils lui succède? Le tout-puissant chef de la sécurité Omar Suleiman entend lui aussi prétendre à la succession. L'opposition, quant à elle, aura les plus grandes difficultés à se remettre à temps de la défaite qu'elle vient de subir pour pouvoir compter dans cette échéance. Ce ne sont de toute façon pas de ces élections mafieuses que viendront les réponses permettant à l'Égypte et aux peuples du Proche-Orient de régler les problèmes fondamentaux que sont le partage des richesses, la levée de l'État d'urgence et la fin de la dictature, la levée du blocus de Gaza et le règlement de la question palestinienne.

Alain Pojolat

Tremblement de terre dans les urnes

Tremblement de terre, ouragan, défaillance de l'État et maintenant fraudes grotesques tiennent le devant de la scène haïtienne. Les élections-sélections, comme les appellent les Haïtiens, ne pouvaient dès le départ répondre aux enjeux qu'exige la situation depuis janvier dernier. Les dix-neuf candidats de l'élection présidentielle sont tous issus de l'oligarchie haïtienne formée dans les grandes écoles américaines ou françaises. Tous défendent les mêmes intérêts, ceux des investisseurs étrangers et de la bourgeoisie locale. Ces élections avaient une allure de Star Academy dès le départ avec la sélection de qui pouvait prétendre concourir à l'élection. Le parti «fas à fas» du chanteur Wycleaf Jean et le parti «Fanmi Lavalas» de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide ont été écartés par le conseil électoral alors qu'ils ne représentent pas une menace pour le système en place. Les Haïtiens se sont soulevés devant cette supercherie annoncée. Il y a déjà eu plus d'une dizaine de morts en une semaine d'affrontements entre les manifestants et la police de l'ONU. Car même si les États émettent des doutes sur le bon déroulement de ces élections, les déclarations sont frileuses comparées aux élections en Côte d'Ivoire. Ces élections ont été financées, organisées et donc cautionnées par l'aide internationale, dont la France, les États-Unis et le Canada composent le premier banc. Certains candidats ont pu disposer d'une manne financière indécente, comme Jude Célestin. Le candidat soutenu par le pouvoir a pu profiter d'un budget de 33 millions de dollars. Tandis que Mirlande Manigat profitait d'un budget de 2 à 4 millions de dollars, sommes colossales pour un pays comme Haïti. Alors que seulement 2% de l'aide internationale sont parvenus en Haïti, les millions engouffrés dans ce simulacre de démocratie contrastent avec les camps de réfugiés toujours aussi nombreux et maintenant touchés par le choléra. Des affrontements opposent des bandes rivales partisans des différents candidats, armées pour certaines par les mafias locales. Mais la majorité des manifestants se soulève surtout contre la mascarade des résultats annoncés et contre la Minustah qui occupe le pays depuis six ans sans que la situation ne s'améliore. La même Minustah sur qui pèse le soupçon d'avoir propagé le choléra de plus en plus confirmé par la communauté scientifique. Une crise agricole dans les campagnes s'ajoute au mécontentement général. L'import de riz américain a fait s'effondrer le cours local et ruiné les producteurs haïtiens. Les généreux dons de Monsanto ne sont qu'une manière fourbe de s'imposer aux paysans de l'île. Ces derniers se sont également révoltés et ont organisé des marches, durement réprimées, vers les principales villes du pays. La majeure partie des Haïtiens n'attendait donc rien de ces élections. Se nourrir et l'espoir de sortir un jour des camps de réfugiés sont leurs préoccupations. Cette échéance électorale n'a donné aucune illusion quant aux promesses des candidats de sortir le pays de ce marasme. Le seul espoir pour les Haïtiens reste cette auto-organisation née du tremblement de terre et qui s'exprime de plus en plus, malgré la violence proportionnelle des forces de police de l'État et de l'ONU.

Thibault Blondin

en bref...

Permis cannabis. Le gouvernement néerlandais projette de n'autoriser la vente de cannabis dans les coffee shops qu'aux détenteurs d'un permis. Aux Pays-Bas, l'usage, la culture et la vente de cannabis sont aujourd'hui réglementés – jusqu'à cinq grammes et cinq plants – mais non interdits. La nouvelle loi vise à interdire la vente de cannabis dans les coffee shops aux touristes et sa mise en place entraînera le retour de la vente illicite et de la violence qui l'accompagne. Toutes les enquêtes démontrent que, quel que soit son niveau, la répression ne change rien à la consommation. En France, où la loi est la plus répressive (110000 interpellations, 6000 incarcérations pour usage de drogue chaque année), la consommation de cannabis dépasse largement tous les pays européens chez les jeunes (50% ont consommé du cannabis dans le mois

précédent). La prohibition du cannabis ne peut tenir lieu de politique de prévention. Elle ne sert qu'à justifier la répression particulièrement ciblée contre les jeunes des banlieues tout en permettant aux mafias de prospérer. Il faut donc, en France comme en Europe, légaliser le cannabis, sa production, sa distribution et sa consommation.

À l'opposé de la France. Le 3 décembre, l'Assemblée législative de Bolivie a adopté la nationalisation du système de pensions, privatisée depuis treize ans, et a réduit l'âge de la retraite de 65 à 58 ans pour les hommes (56 pour les mineurs) et de 62 à 56 ans pour les femmes (55 pour les mères de trois enfants). Le nouveau système abolit les agences d'administration de fonds gérées par l'Administration de fonds de pensions (AFP) actuellement dirigée par le groupe

suisse Zurich et par la banque espagnole BBVA et les pensions passent aux mains de l'État. La loi permet la création d'un fonds financé avec l'apport des entreprises et des salariés, afin de permettre la retraite avec dix ans de cotisations aux travailleurs du secteur dit «informel» ou non déclaré. En Bolivie, plus de 60% de la force de travail se trouve dans ce secteur. Elle permet aussi une pension minimale pour ceux qui ont un salaire inférieur au salaire minimum. Le secrétaire de la COB, Pedro Montes, a affirmé que «la loi n'est pas un cadeau, mais une reconnaissance des luttes des travailleurs».

Grèce: État policier? Le 6 décembre, des milliers de jeunes ont manifesté dans tout le pays, deux ans après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos, tué à 15 ans par un policier qui a été condamné cette

année à la prison à perpétuité. À Athènes, les flics ont déployé un dispositif de dissuasion dans toutes les rues (fouilles systématiques anti-jeunes) puis ont galé plus fort que jamais, entraînant des malaises, y compris chez des passants. L'après-midi, ils ont poursuivi des militantEs du Synaspismos et les ont menacés d'en faire les nouveaux Grigoropoulos. Le lendemain, ils ont chargé les militantEs de Syriza et d'Antarsya venus au tribunal protester contre les arrestations arbitraires. Le dirigeant des jeunes du Synaspismos a été blessé par les prétoirs. Si les 5% remportés par un groupuscule néonazi aux élections municipales d'Athènes gonflent les muscles de flics fascisants, l'objectif est bien plus large: le gouvernement socialiste cherche à empêcher de fait les manifestations. La force des manifs du 6 prouve qu'il est loin du but!

Cancùn, faux- et fausses

Un nouvel échec pour le climat

Malgré les déclarations optimistes des principaux négociateurs, le sommet de Cancùn sur les changements climatiques, le 16^e du genre, a réédité l'échec de Copenhague en 2009, dans un contexte où les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont reparties à la hausse (+3% environ pour 2010). En effet, la précédente conférence des Nations unies sur les changements climatiques s'était conclue sur l'impossibilité de donner une suite au protocole de Kyoto, en vigueur depuis 2005 et dont les engagements prennent fin en 2012. Rebelote, l'accord de Cancùn reproduit les mêmes déclarations d'intention, sans prendre de réels engagements. La tactique de ces mêmes puissances devait être novatrice : finis les accords globaux et les engagements chiffrés, place au pragmatisme, aux accords ciblés sur quelques thèmes (déforestations, financements pour les pays du Sud...), aux relations bilatérales... Mais la réalité a rattrapé les négociateurs, et c'est à nouveau la question des suites du protocole de Kyoto qui a occupé la majeure partie des débats.

En finir avec le protocole de Kyoto

Quel est l'enjeu? Rappelons que selon le Giec, pour ne pas trop dépasser 2°C de hausse de la température du globe d'ici 2100, les pays développés doivent réduire leurs émissions de 80 à 95% d'ici 2050 (par rapport à 1990), tandis que les pays en développement doivent prendre des mesures pour que leurs émissions diminuent de 15 à 30% par rapport aux projections actuelles. Cela implique des mesures drastiques de transformation des modes de production et de transports, de l'agriculture et de l'énergie. D'où la nécessité d'une action coordonnée au niveau international, avec obligation pour les États et les industries de se plier à des objectifs précis et ambitieux de leurs émissions de GES, tout en reconnaissant la responsabilité commune mais différenciée des différents émetteurs de GES. C'était pour partie la philosophie générale du protocole de Kyoto¹. Il s'agit aujourd'hui pour les pays les plus pollueurs d'en finir avec de tels objectifs, de vider Kyoto de tout contenu écologique et de n'en garder que les dimensions liées au marché du carbone. Ainsi, à Cancùn, le Japon a le premier annoncé qu'il refusait toute perspective d'engagements contraints pour l'après 2012, suivi bientôt par la Russie, le Canada et d'autres. L'Union européenne, qui jadis cherchait à passer pour le fer de lance de la lutte contre le réchauffement climatique,

affiche une position médiane tendant à se prononcer pour un accord global, mais dans lequel tous les pays devraient prendre des engagements chiffrés; autrement dit, il faut oublier l'idée de responsabilité «*commune mais différenciée*» et surtout ne pas considérer la moindre dette écologique du Nord en faveur du Sud, que ces derniers réclament eu égard à des dizaines d'années de pillage de leurs ressources.

Éclatement du G77

Dans le jeu de forces qui se joue lors de négociations, les alliances se font et se défont. Si à Copenhague, le G77 (coalition de pays en développement), emmené par la Chine, avait su faire contrepoids aux puissances impérialistes, le bloc est aujourd'hui éclaté, la Chine se faisant plus discrète bien que se déclarant prête à accepter des contraintes de réductions. De leur côté, les pays africains subissent de grosses pressions, notamment via les réseaux de la Francophonie, pour accepter les conditions dictées par les pays riches. Seule la Bolivie, soutenue par d'autres pays de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alba) maintient une ferme opposition et défend un nouvel accord post-2012. Evo Morales était d'ailleurs un des rares chefs d'État présents à Cancùn, où il s'appuyait sur les mobilisations indigènes et les conclusions du sommet de Cochabamba d'avril dernier. Ce sommet avait en effet débouché sur l'*Accord des peuples*, réclamant entre autres la réduction de 50% des GES des pays développés². Dès lors, la Bolivie s'est vue accusée de bloquer les négociations et de défendre une position idéologique, face au pragmatisme écologique des autres pays. C'est d'ailleurs le seul pays à avoir refusé de signer l'accord de Cancùn.

Utilisation de jockers technologiques

Une fois l'accord de Kyoto vidé de sa substance, les puissances industrielles veulent pouvoir négocier une série d'accords spécifiques, chacune ayant sa préférence. Ainsi, Kyoto avait écarté le nucléaire et la captation de CO₂ des technologies propres permettant de bénéficier de crédits carbone. Mais ceux-ci sont en passe d'intégrer la liste des moyens de lutte contre le réchauffement. Autrement dit, si un pays, au hasard la France, construit une centrale nucléaire dans un pays du Sud, il bénéficiera de crédits lui permettant d'émettre des quantités correspondantes de carbone. Si pour le nucléaire, la France est concernée en premier

chef, pour la captation de carbone, la Chine et l'Inde sont fortement intéressées. Or, si on peut discuter du bien-fondé d'une telle technologie, qui n'est pas sans danger³, il s'agit une nouvelle fois d'un joker technologique qui doit permettre de ne pas s'attaquer réellement à la production même de gaz à effet de serre. Autre grand sujet des négociations, les forêts risquent également de faire les frais des politiques de marchandisation du climat. L'Union européenne est en première ligne pour négocier le paquet dit «LULUCF» (Land use, land-use change and forestry, usage de la terre, transformation de l'usage de la terre et des forêts) qui vise à échanger une limitation des réductions de GES contre des aides au développement des capacités de la terre et des forêts à capter et séquestrer le carbone (puits de carbone), de même que le projet REDD+ (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation: réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts) dont l'objectif est de financer la protection des forêts par les bénéfices de la finance carbone, ce à quoi s'opposent les pays de l'Alba et les peuples indigènes.

Naissance d'un impérialisme «vert»

Enfin, une grosse pierre d'achoppement tient aux modes de financement pour l'aide et l'adaptation des pays du Sud face au réchauffement climatique. D'une part, la nature de tels financements pose problème. Pour les grandes puissances, il ne doit s'agir que de financements privés, issus notamment de la finance carbone, et ceux-ci ne pourraient être attribués que sur la base de projets précis : aucune somme ne serait allouée a priori, ce qui réduit la capacité d'agir des pays concernés. D'autre part, même si Cancùn finit par entériner ce qui avait été prévu à Copenhague, les éventuelles sommes allouées seraient bien trop faibles pour faire face aux conséquences des dérèglements climatiques : 3 milliards de dollars par an jusqu'à 2012, puis 100 milliards en 2020 sont des sommes ridicules par rapport aux estimations de l'ONU qui chiffre les besoins à 450 milliards par an en 2020. Enfin, les structures de gestion de ces fonds sont également une pomme de discorde. La Banque mondiale qui souhaite les gérer est plus un problème qu'une solution ; en effet, elle ne finance que des gros projets, sous la forme de prêts conditionnés (soit une nouvelle forme d'ajustements structurels au nom du climat), sans tenir compte de l'ensemble des paramètres sociaux et environnementaux, et par ailleurs, il s'agit d'une institution profondément antidémocratique puisque les États y sont représentés au prorata de leurs budgets respectifs, ce qui minore fortement les pays pauvres, premiers concernés par l'adaptation aux changements climatiques. Cette nouvelle forme d'impérialisme «vert» demeure au final le fil directeur des négociations sur le climat.

1. Cependant, c'est ce même protocole, aux objectifs très faibles, qui a ouvert la voie aux mécanismes marchands et à la finance carbone.
2. Voir le texte de la déclaration sur http://climatjustice.files.wordpress.com/2010/04/accorddespeuples_cochabamba-vfin.pdf
3. Pour plus de détails, voir le rapport de Greenpeace : www.greenpeace.org/canada/PageFiles/9404/faux-espoir.pdf

Halte aux

Samedi 11 décembre a eu lieu une manifestation européenne contre les projets de nouvelles routes. En France, 15 000 personnes étaient rassemblées à Bayonne, dans le Grand Sud-Ouest (construction de lignes à grande vitesse devant Bordeaux, puis Hendaye et Toulon), mardi 14 décembre, un rassemblement tenu en opposition à l'inauguration d'une autoroute reliant Pau et Bordeaux par le gouvernement comme un «*motoroute écologique* (sic). On retrouve ces mobilisations à Notre-Dame-de-Bretagne (Loire-Atlantique) contre la construction d'un nouvel aéroport, à Cadarache (Bouches-du-Rhône) face au projet insensé de la centrale nucléaire (ITER), à Flamanville (Manche) face à la construction de nouveaux sites des futures centrales nucléaires (EPR)... Tous ces projets sont indécents à l'égard des populations locales. D'abord, ils sont en contradiction avec les enjeux historiques de sauvegarde de notre environnement : réchauffement climatique, perte de la biodiversité, pollution radioactive et chimique... Ensuite, financés par l'argent public, ces projets sont une insulte à l'immense mouvement



Marches pour le climat

Le 7 décembre a eu lieu la convergence des multiples actions du mouvement global pour la justice climatique. À la suite de l'appel de la Via Campesina à démultiplier les mobilisations sur toute la planète, la convergence des marches pour le climat en Amérique latine a donné à entendre la voix des peuples indigènes. Les manifestations et les actions de désobéissance se sont poursuivies toute la journée, organisées par différents réseaux, mais tous dénonçant la mainmise des grandes puissances sur les négociations internationales. Aux cris de «*La Banque mondiale hors de la finance du climat*», «*Changeons le système, pas le climat!*», «*Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, protégeons l'environnement, coûte que coûte!*», ou encore «*Si Zapata vivait, il protégerait les forêts!*», on a pu constater la vitalité des mouvements pour la justice climatique. Une vingtaine de représentants de la société civile ont d'ailleurs dès le lendemain été exclus des négociations, bien qu'ils aient été accrédités, à cause de leur participation à la conférence de presse de Via Campesina. Preuve supplémentaire de la confiscation du pouvoir par les négociateurs officiels et de l'absence de prise en compte des revendications populaires.

-semblants solutions

Projets ruineux, inutiles et nuisibles

Le 4 décembre à Cancun (Lot-et-Garonne), les opposants à ces projets se sont retrouvés pour partager leurs expériences et élaborer ensemble des réponses justes et efficaces aux problèmes environnementaux. Le mot d'ordre de ce contre-sommet : *Changeons le système pas le climat!* En effet, de plus en plus de militants écologistes, associatifs ou politiques, font l'amer constat que face au rouleau compresseur capitaliste, rien n'y fait : malgré les

expertises incontestables, le nombre et l'ampleur des mobilisations, la pertinence des alternatives proposées, la marche en avant de l'appareil productiviste se poursuit au mépris de toute forme de contestation. Ainsi, le dénominateur commun de toutes ces luttes, apparu à Copenhague en 2009 et depuis lors jamais démenti, est la dénonciation d'un système autoritaire qui privilégie les profits privés et à court terme, au détriment du bien-être des populations et de leur environnement à plus longue échelle.

L'enjeu est de taille : la rupture avec le capitalisme et le productivisme est une condition nécessaire à la sauvegarde d'un environnement sain, autant qu'à l'avènement d'une société plus juste.

Trois axes indissociables doivent guider notre action :

- Lutte défensive contre les grands projets nuisibles à l'environnement.
- Lutte offensive revendiquant des mesures immédiates réduisant l'emprise du capital (comme la gratuité des besoins élémentaires : eau, énergie, transports).
- Élaboration d'une nouvelle organisation de la société, démocratique, écologiste et solidaire.

Plan d'urgence pour la justice climatique

Si limiter la hausse du réchauffement climatique prendra du temps, on doit dès maintenant indiquer quelques pistes pour dessiner une rupture avec les modes polluants de production et de transports.

Ainsi, le NPA défend les revendications suivantes :

- Arrêt des nouveaux projets autoroutiers (plus de 1 000 km d'autoroutes inscrits dans le Schéma national des infrastructures de transport) et du développement du transport aérien (aéroport de Notre-Dame-des-Landes).
- Développement de transports en commun de qualité, fréquents et gratuits et la priorité au transport de marchandises par voie ferrée et fluviale (articulation fret-ferroviaire), ce qui implique l'arrêt de la réforme du fret et le développement du service public des transports ; interdiction du transport routier longue distance et mettre fin à la logique de « stocks roulants ».
- Mise en route d'une relocalisation de la production, de la transformation et de la distribution agroalimentaire : les systèmes de proximité sont cruciaux pour les paysans, pour les consommateurs, mais aussi pour limiter l'émission de gaz à effet de serre.
- Réduction radicale du temps de travail pour travailler moins, travailler tous et toutes, produire moins et vivre plus !
- Remplacement complet des énergies épuisables, dont le nucléaire (arrêt de la construction des réacteurs EPR et du projet Iter), par les énergies renouvelables, indépendamment de leur coût.
- Refinancement de la recherche publique et des programmes orientés sur l'efficacité énergétique ainsi que les renouvelables.
- Création d'un service public du logement, en charge d'offrir à chacun un logement de qualité et organisant l'isolation de tous les logements et bâtiments.
- Nationalisation des grandes entreprises du secteur énergétique.
- Suppression de la production non nécessaire (armes, publicité...) avec reconversion des industries et des travailleurs des secteurs polluants dans d'autres secteurs, avec maintien des statuts, des salaires, des collectifs de travail, et un droit à la formation pour tous et toutes.
- Transfert gratuit aux peuples du Sud des technologies propres nécessaires à leur développement et la construction d'un fonds mondial pour l'adaptation aux effets inévitables du réchauffement, alimenté par les sur-profits capitalistes et contrôlé par les mouvements sociaux du Sud.
- Contre l'étalement urbain, promouvoir un aménagement du territoire qui rapproche les habitations des lieux de travail et remettre en cause la flexibilité du travail qui contraint les travailleurs à l'utilisation de leur voiture.
- Redistribution radicale des richesses en prenant l'argent là où il est pour financer les mesures de transition.



3 décembre, Cancun. (REUTERS/STRINGER MEXICO)



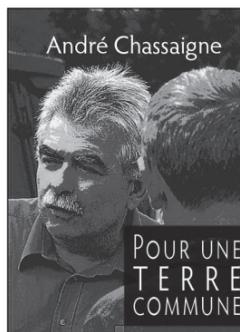
www.unbateaupourgaza.fr

Initié par le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) et la plateforme des ONG françaises pour la Palestine, le projet « Un bateau français pour Gaza » prend forme au fil des semaines afin de briser le siège illégal de la bande de Gaza, au nom du droit et de la justice. Sur le site internet du même nom, une multitude d'informations (mobilisations, projections...) est mise à disposition de toutes et de tous. Cette initiative essentielle doit permettre de dénoncer le siège israélien de Gaza, de promouvoir et faire respecter le droit international et de répondre à la crise humanitaire subie par les Palestiniens, autant dire qu'il est urgent d'aller y faire un tour!

l'essai

POUR UNE TERRE COMMUNE

ANDRÉ CHASSAIGNE
Éditions Arcane 17
210 pages
19 euros

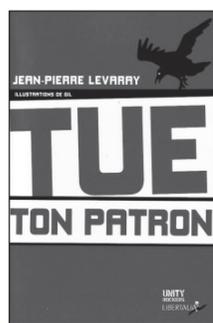


On avait jusque-là le soldat inconnu, on a désormais le candidat inconnu. Depuis septembre, le Parti communiste présente André Chassaigne, un élu rural qui s'est fait connaître par son amendement opposé aux OGM. Dans cet essai, le communiste Chassaigne essaie de rattraper le temps perdu par le productivisme de son parti.

Et à bien lire l'ouvrage, c'est peine perdue. Certes il est passé d'admirateur des sciences génétiques à opposant aux OGM en plein champ, mais sans rien abdiquer devant le danger du nucléaire ni d'un certain nombre de chimères scientifiques. Tout dans sa démarche est à demi-pas, comme si sa posture résidait dans un consensus possible entre un capitalisme qu'il abhorre et des citoyens soucieux de leur vie précaire. Toutefois, André Chassaigne raconte souvent de manière truculente sa naïveté devant les nouveaux problèmes écologiques, comme les abeilles ou les zones humides. Reste donc des questions soulevées mais dont la résolution laisse dubitatif. Comme si l'élu criait, à l'instar du général Melentchone, « Que se voyan todos » mais face aux Grenello-compatibles! Chassaigne semble nourrir un faible pour l'écologiste Chavez qui voit le fantôme du capitalisme rôder à Copenhague. Des solutions, l'élu auvergnat n'en manque pas, soutenant les Amap, les marchés de producteurs ou le bio, mais dans une grande planification! On ne change pas un kolkhozien, même auvergnat, du jour au lendemain.

Christophe Goby

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRE
TUE TON PATRON
JEAN-PIERRE LEVARAY
Libertalia / 8 euros
Avec ce roman de Levaray, pas de nuances ni de tergiversations : c'est un récit de plain-pied avec l'actualité sociale, avec tous ces salariés qui se battent pour défendre leur usine, leur emploi, leur dignité. Cet ancien ouvrier qui, pour traquer son patron, se fait tour à tour vigile ou homme de ménage, c'est le portrait du sort quotidien de la classe ouvrière, à laquelle on ne cesse de répéter qu'il n'y a pas d'alternative. Plutôt que de se résigner, notre héros fera tout pour accomplir sa vengeance. Et ce titre à l'impératif, direct et violent, résonne comme la version contemporaine du vieux slogan de 68 : le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui ! Et parce que Levaray ne fait pas les choses à moitié, vous trouverez le point de vue du patron sur le site de l'éditeur : <http://editionslibertalia.com/Tue-ton-patron-Remix.html>

Henri Clément



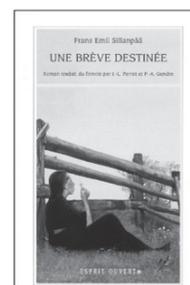
MUSIQUE
GREAT EXPECTATION
THE JOLLY BOYS
Wall of sound / Pias
The Jolly Boys est une des plus vieilles formations encore en activité de mento jamaïcain. Ce style, probablement apparu dès les années 1930, représentait la première expression artistique typique de l'île en matière musicale (contrairement à la calypso, patrimoine commun des Caraïbes), et reste encore aujourd'hui le digne ancêtre « folk » de toutes les suivantes (ska, reggae, etc.). Demeuré très populaire (en particulier pour son côté salace), le mento n'arriva jamais vraiment à s'exporter. En tout cas jusqu'à l'orée des années 2000 où des passionnés commencèrent à en assurer la diffusion en Europe et en France (cf. la très belle compilation chez Frémeaux et associés *Jamaica - Mento 1951 - 1958*). The Jolly Boys, fondé à la fin des années 1940, aborde l'affaire autrement, reprenant à sa sauce épicée quelques standards du rock et de la pop, d'Amy Winehouse à Iggy Pop en passant par Lou Reed. On retiendra surtout la version très réussie du *I fought the law* de Sonny Curtis, déjà sanctifié majestueusement par les Clash.

King Martov



MUSIQUE
DETROIT SOUL AMBASSADOR
Melvin Davis
Vampisoul
Dans les années 1960, la soul explose aux USA et à la face du monde grâce aux artistes de Stax (Otis Redding, Rufus Thomas, etc.) ou de Motown (Smokey Robinson, The Temptations...). Dans l'ombre de ces prestigieuses maisons de disques, de nombreux seconds couteaux tentèrent, parfois avec talent, d'entrer dans l'histoire. Ils n'obtinrent souvent qu'une réputation locale et quelques hits circonscrits à leur ville d'origine. Quelques années plus tard, de jeunes Anglais, souvent amateurs de parkas et de scooters, de Manchester ou Wigan, se prirent de passion pour les 45t de ces héros oubliés du r'n'b, en retirant les morceaux les plus rapides et excitants pour la piste de danse. Ils dénommèrent cette lubie « northern soul ». Parmi les ressuscités, Melvin Davis (*Find a quiet place*) qui fut aussi arrangeur, batteur ou encore directeur de son propre label. Rudes et finalement très « rock » dans l'esprit, ces quatorze titres valent le détour en cette fin d'année 2010 où tout le monde semble encore et toujours redécouvrir les sixties.

K. M.



LIVRES
UNE BRÈVE DESTINÉE
FRANS EMIL SILLANPÄÄ
Esprit ouvert / 8,20 euros
Cette brève destinée est celle de Silja, jeune paysanne née dans le nord de la Finlande, au début du xx^e siècle. Issue d'une famille de fermiers appauvris, la jeune fille voit disparaître les siens un à un. Orpheline, elle devra trouver une place comme fille de ferme. En même temps que les beautés de la nature scandinave, l'auteur décrit la difficile condition paysanne de l'époque, ses rares élans de solidarité comme sa roublardise. Une condition à peine bouleversée par l'irruption de la guerre civile... Le style, très descriptif, donne bien à sentir toute la pesanteur d'une vie toute entière consacrée aux travaux des champs. Sillanpää, qui obtint le prix Nobel de littérature en 1939, était lui-même issu de ce milieu, et conserve dans son roman une véritable empathie pour ses personnages ballottés par les événements.

H. C.

EXPO La Russie romantique, aspirations libertaires et répression

À la faveur d'une « année France-Russie 2010 » par ailleurs sans relief, les « chefs-d'œuvre de la galerie Tretiakov » présentés au musée de la Vie romantique (Paris, jusqu'au 16 janvier 2011) viennent rappeler comment s'est formé l'esprit révolutionnaire russe.

« **O**rthodoxie, autocratie, nationalité ». Cette devise ne fut créée pour Nicolas 1^{er} (1825-1855) qu'en 1834 par son nouveau ministre de l'Instruction, Ouvarov, mais elle résume malheureusement le climat d'oppression dans lequel écrivains, poètes et artistes russes tentèrent malgré tout de s'exprimer durant la première moitié du XIX^e siècle, période d'affirmation du romantisme russe qu'illustre cette exposition. Depuis l'incendie de Moscou par les Français et la Guerre patriotique qui les repoussa, telles avaient été déjà les règles politiques d'Alexandre 1^{er} (1801-1825), considéré comme plutôt libéral antérieurement. Sa mort sembla le moment voulu pour imposer une constitution et des réformes, grâce au soulèvement des troupes de Pétersbourg en décembre 1825. Signant les débuts au pouvoir de Nicolas 1^{er}, la répression des Décembristes se poursuivit sans pitié pendant des années et rallia à la révolution nombre de témoins, comme Alexandre Herzen alors âgé de 13 ans. Sachant ce qu'avaient de décisif les échanges avec l'étranger, Joukovski avait commencé à traduire les romantiques anglais dès 1802, pris en 1808 la direction du *Messageur de l'Europe* et publié en 1814 dans la même revue un poète de 15 ans, Alexandre Pouchkine, créateur de la littérature russe. Il ne cessait de l'encourager et de le protéger du tsar et de sa police secrète résolu à l'emprisonner ou à le déporter, tout comme il soutiendrait Lermontov et Gogol. Seul ce dernier put voyager en

Europe à son gré, n'étant pas aussi radical. Pour les peintres, le régime était différent, et les plus prestigieux, chanceux ou introduits d'entre eux furent admis à sortir de Russie. Brioullou, Kiprenski et Tchtdédrine sont de ceux qui ont le mieux exprimé leur vision romantique de l'Italie, « patrie de l'art et de la liberté, l'antithèse de la Russie du servage », selon une excellente formule du catalogue. Le romantisme, « antithèse légitime » au monde bourgeois et à l'autocratie, écrivait Marx en 1858. À Paris, les peintures, sculptures et dessins prêtés par la galerie Tretiakov (collection d'œuvres exclusivement russes réunie à partir de 1856 par un industriel du textile, donnée en 1892 à la ville de Moscou et devenue plus tard musée national) ne marquent pas toujours de façon aussi éclatante l'esprit rebelle des élites russes ralliées au romantisme, leur haine du despotisme et leur indignation contre le servage. L'exposition et le catalogue présumant d'ailleurs un peu trop du public français et de ce qu'il pourrait savoir de l'insurrection décembriste ou des cercles semi clandestins des aristocrates libéraux pétersbourgeois (Arzamas, Lampe verte, Ligue du Bien public) où elle s'est préparée, avec des déclarations matérialistes et athées que

prolongeaient parfois des débauches défiant l'Église, le tsar, les « bonnes mœurs » et l'idéologie de leur propre société. Selon les meilleurs spécialistes, c'étaient bien des aspirations libertaires qui s'exprimaient là et qu'on lit toujours dans les écrits de l'époque ayant survécu à la censure, en premier lieu ceux de Lermontov et de Pouchkine. « La lampe de l'espoir est allumée », avait écrit ce dernier à plusieurs des futurs Décembristes représentés dans cette exposition, et elle a continué à briller malgré et contre la répression.

Gilles Bounoure



Maxime N. Vorobiev - La Tempête. Le Chêne foudroyé - 1842
© Galerie Tretiakov, Moscou.

Frantz Fanon, le retour ?

Un demi-siècle après sa mort, le 6 décembre 1961, Frantz Fanon, l'un des porte-drapeau les plus prestigieux de l'époque, du mouvement révolutionnaire du tiers monde revient – bien trop timidement encore – sur la scène des débats liés au combat contre l'oppression.

On comprend aisément pourquoi la pensée et l'exemple de Fanon avaient, dans les années 1950 et 1960, enflammé les esprits anti-colonialistes d'Afrique, des ghettos afro-américains ou de la frange radicalisée des campus étatsuniens ou portoricains, des guérillas d'Amérique du Sud, des rebellions d'Asie... Mais en ce début du XXI^e siècle, de capitalisme globalisé où les guerres populaires ont laissé la place aux manifestations altermondialistes et au réveil encore hésitant du mouvement ouvrier ici et là dans le monde, comment comprendre le regain d'intérêt pour ce théoricien exalté de la lutte de libération nationale et de la violence révolutionnaire ?

Aux Antilles, nous n'avons réussi que depuis les années 1980 (et pas encore suffisamment), à « restituer Fanon à son peuple ». Nous notons avec un immense intérêt l'écho qu'il rencontre auprès de cercles radicalisés de la jeunesse des banlieues françaises. Nous n'oublions pas que la France officielle a rageusement diabolisé Fanon avant de faire fonctionner l'éteignoir du désintérêt, de l'ignorance, de l'occultation.

Le retour de Fanon (que Daniel Bensaïd a été parmi les premiers militants français à flatter), est un indice aussi bien de son universalisme trop souvent nié par ses détracteurs que de la résonance particulière de ses écrits avec les nouvelles résistances à l'oppression et à l'écrasement de l'homme, à l'ère du post-colonialisme.

Post-colonialisme ? Le Martiniquais aurait pesté contre ce terme, du moins quand il prétend s'appliquer aux dernières colonies de la France, car il traduit à la perfection la manie du colonialisme français à masquer par les « néo » et les « post » le maintien de sa très classique domination coloniale sur ce qu'il appelle l'« Outre-Mer ». L'une des obsessions de Fanon était précisément de lever les « masques blancs », de percer derrière les formules juridiques et les apparences modernistes les réalités de l'oppression dans son caractère global – expression si chère à Fanon – c'est-à-dire à la fois économique, politique, culturel, psychique.

Frantz Fanon n'a été ni le seul ni le premier à avoir démonté les mécanismes de l'exploitation économique et de l'assujettissement politique des colonies, à avoir analysé l'aliénation culturelle et les traumatismes psychologiques engendrés par ce système d'oppression sur ses victimes. Mais il est peut-être celui qui a scruté avec le plus de rigueur et de la façon la plus systématique les faits, les distorsions, les contradictions liés à l'abomination coloniale. Par ces temps de polémiques furieuses sur la question du voile islamique, par exemple, on gagnerait à relire les pages très dialectiques écrites sur le sujet, il est vrai dans un autre contexte, dans son ouvrage *L'an V de la révolution algérienne* ; il est peut-être celui qui a relié avec le plus de

pertinence et d'insistance les différents niveaux de l'oppression coloniale et souligné le plus radicalement le caractère indispensable de la rébellion du colonisé pas seulement pour reconquérir sa terre, ses richesses naturelles, le pouvoir politique mais aussi et en même temps, dans un même mouvement, son être même dans toute sa réalité psychique et physique.

Un intellectuel liant la paroles et les actes

Les dénonciations par Fanon de l'horreur coloniale, ses colères contre les attermoissements de « la gauche française », sa volée de bois vert contre « les mésaventures de la bourgeoisie nationale » des pays dominés n'ont pas forcément davantage de fondement théorique que celles du marxisme révolutionnaire depuis des décennies avant lui. Mais ces analyses au scalpel prennent sous la plume de Fanon une dimension charnelle, une puissance de conviction, une vigueur éthique qui fascine tout opposant sincère de la domination de l'homme par l'homme ! L'impatience à fleur de peau qui traverse l'œuvre de Fanon est celle d'un lutteur exigeant, d'un intellectuel liant étroitement la parole et les actes. L'homme, répétait-il, n'est pas ce qu'il dit. Il est ce qu'il fait.

On n'est pas obligé, surtout 50 ans plus tard, de partager toutes les analyses de Fanon, par exemple sur les rôles respectifs de la paysannerie et du prolétariat dans le combat émancipateur des pays de la périphérie du capitalisme ou encore sur « la violence [qui] désintoxique ». On peut aussi constater que ses analyses lumineuses sur certains épisodes de la vie de sa Martinique natale voisinaient avec une évidente sous-estimation de la complexité socio-historique de ce même pays.

Mais il faut absolument tordre le cou à certaines accusations injustes faites à Fanon. Son appel explicite au « réveil » des masses prolétariennes d'Europe (*Les Damnés de la terre*) détruit les propos qui le présentent comme un « anti-européen ». De même la radicalité de son discours est le contraire du nihilisme. Ses charges d'une grande virulence contre le colonialisme qui massacre et déshumanise ne l'amène jamais à l'essentialisme qui aujourd'hui encore embrume l'esprit de certaines victimes de la « domination blanche » qui n'est rien d'autre que la domination du colonialisme et de l'impérialisme. Le même fil humaniste, généreux, révolutionnaire relie l'acte de Fanon adolescent partant avec enthousiasme en « dissidence » contre la domination nazie à son acte d'adhésion au FLN algérien contre l'occupant français et, dans la foulée, à son engagement *Pour la Révolution africaine*. Une même



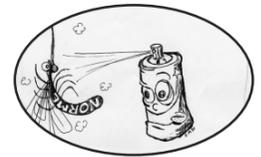
pulsion, un même souffle se retrouvent dans toutes les étapes d'une vie pressée passant en quelques années de l'analyse sans concessions de « l'expérience vécue du noir » (*Peaux noires et masques blancs*), à la sociologie d'une révolution (*L'an V de la révolution algérienne*), puis à l'analyse impliquée des luttes africaines (*Pour la Révolution africaine*) avant de s'achever pratiquement sur son lit de mort avec ce remarquable effort de réflexion stratégique et d'appel à l'action des *Damnés de la terre*. Une leucémie foudroyante a empêché que toutes les pistes que l'on sent ouvertes dans ces pages ultimes ne soient développées par cet esprit attachant, rigoureux et passionné mais qui a toujours voulu « interroger ».

Pour suivre ces pistes et surtout les développer aujourd'hui, nous avons l'obligation de nous écarter aussi bien des approximations stalinienne qui voulaient le disqualifier par l'épithète de « nationaliste » que des confiscations nationalistes cherchant à réduire la portée subversive et finalement anticapitaliste de son œuvre.

Ainsi alors, on pourra donner toute sa portée à son mot d'ordre fameux, un mot d'ordre qui fleurit bon son créole sous-jacent : il faut « lâcher l'homme » !

Philippe Pierre-Charles (Groupe Revolution socialiste) et Olivier Besancenot

Normicides



Vous savez que lorsqu'on est en train de subvenir à ses besoins naturels, la concentration n'étant pas de rigueur, il s'ensuit une curiosité immodérée pour toute lecture se trouvant à proximité. N'avez-vous donc pas un hebdo qui traîne dans vos cabinets ? Pour ma part, je préfère *Tout est à nous !* aux magazines sur « papier glacé ».

Mais quid des toilettes publiques où les journaux ne sont pas d'actualité ? Eh bien, n'avez-vous pas remarqué que souvent dans ces endroits les murs sont chargés de remplacer le papier et que de nombreuses annonces y sont inscrites pour le plus grand plaisir de celui qui se fait chier ? Pour ma part, c'est lorsque je les lis que mon égo décline. En effet, il y est généralement fait référence à la « légende du sexe surdimensionné des noirs » et si j'ai le malheur d'abaisser mon regard, je me sens tout petit...

Armstrong je ne suis pas noir
Je suis blanc de peau
Quand on a encore de l'espoir
Quel manque de pot
Oui, il n'est pas très grand, l'oiseau
Rien rien rien de très très haut
Assez proche d'zéro
Je suis blanc de peau
Armstrong, tu te fends la poire, et ce n'est pas sympa de ta part car il y a de quoi m'ôter l'envie de sortir, même couvert, de peur de subir une tempête de rires. En approfondissant, sans jeu de mot, les recherches sur le sujet, on s'aperçoit bien vite qu'il s'agit là d'une idée reçue, reçue de l'esprit tordu des premiers colonisateurs qui trouvèrent ainsi le moyen de réduire le « nègre » à son instinct, son sens du rythme et ses performances athlétiques quelles qu'elles soient.

« Tout flatte vit aux dépens de celui qui l'écoute » disait La Fontaine, de quoi vous faire boire la tasse.

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrait l'existence, ton témoignage est le bienvenu.

Envoie-le à la rédaction de Tout est à nous ! qui le transmettra à l'équipe Normicides.

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Hommage à Liliane Thibault. R. R. (Kanaky) :
La publication de cet hommage à Liliane m'a beaucoup touché. Toutefois je souhaite préciser un point. Si nous pouvons admettre que nous avons, avec d'autres camarades, participé au développement et au fonctionnement de l'USTKE, particulièrement de la Fédération de l'éducation en Province Nord, l'USTKE fêtait ses dix ans d'existence quand nous sommes arrivés sur le territoire. Nous prêter une participation à sa construction nous honore au-delà de nos mérites.

En finir avec la réussite scolaire. V. D. (Seine-Saint-Denis) :
En finir avec la réussite scolaire, et puis aussi avec l'échec, une bonne fois pour toutes, achever les mots de droite qui s'insèrent dans nos textes et nos pensées.

Réussir, réussir dans la vie, réussir socialement, réussir à l'école c'est faire mieux que son père, c'est faire mieux que sa classe sociale et l'échec c'est tout à fait l'inverse, c'est rester ouvrier, ne pas monter, ne pas doubler... Et on a réussi à faire croire aux gens (enfin, on, je dirais plutôt le PS au pouvoir sous Mitterrand), bref, tout le monde a cru qu'avec 80% des mômes au bac, c'en était fini du chômage et de la galère. Enfin la réussite pour tous, comme si c'était possible d'avoir une société de cadres sans aucun ouvrier !

Mais voilà, les diplômés cela ne paye que si des militants, des syndicalistes, des gens du peuple se battent pour qu'il y ait des conventions collectives qui imposent aux patrons de payer le niveau de qualification. Sinon, on se retrouve précaire à bac+8 avec 500 euros de prime de stage....

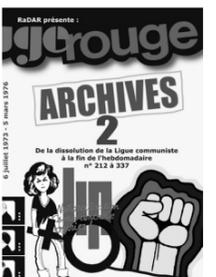
Nous, les militants de gauche, nous devons aller vers le progrès, le progrès social, qui emmène tout le monde plus loin, et penser la vie des enfants en termes de progrès scolaires, pour qu'ils apprennent à comprendre le monde et que mieux que nous, ils parviennent à le changer.

Il n'y a pas d'échec à être ouvrier, employé, éboueur ou femme de ménage. C'est dans les plus diplômés qu'on trouve les plus beaux salards, traders, préfets, ministres et autres inventeurs de flashball... Et s'il y a des illettrés, c'est sans doute parce que le système scolaire est à changer, pour en construire un plus émancipateur, plus coopératif, plus réfléchi, qui ne juge jamais un enfant en « échec » alors qu'il n'est encore qu'un enfant, capable de progresser, d'avancer et d'apprendre.

PUB Archives de Rouge n° 2. Avec ce coffret DVD vous pourrez vous balader au cœur des grands événements politiques, culturels, musicaux... du milieu des années 1970, au travers de la lecture de *Rouge*, du n° 212 (1973) au numéro 337 (1976). Dans ce coffret, il y a aussi deux films :

Sétubal ville rouge, réalisé par Daniel Edinger et Michel Lequenne. La grève au Joint français, produit par Cinéma Rouge, qui revient sur cette lutte qui s'est déroulée à Saint-Brieuc en 1972.

Commandes : RaDAR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex, accompagné d'un chèque de 25 euros à l'ordre de RaDAR. Infos : www.association-radar.org



Retraites et luttes quotidiennes : des convergences inévitables et urgentes

Une des caractéristiques de la mobilisation sur les retraites est la rencontre des revendications d'entreprises ou de branches et celles directement liées à la contre-réforme. Ainsi, la pénibilité (ports et docks, raffineries, cheminots), la précarisation ou les suppressions d'emplois (territoriaux, aéroports, raffineries) sont entrés en résonance avec la contre-réforme des retraites pour alimenter la mobilisation. Mais dans d'importants secteurs comme l'électronique ou l'automobile, les salariés sont plutôt restés l'arme au pied. Pourtant ces dernières années, c'est notamment dans l'automobile que se sont produits des luttes parmi les plus importantes en particulier contre les fermetures de site et les licenciements mais aussi pour les salaires. De cet atelier, il ressort la nécessité de lier l'ensemble des revendications (salaires, conditions et temps de travail) pour construire les ripostes et mobilisations quotidiennes mais en les rattachant à des mots d'ordre qui posent non seulement la question d'un autre partage des richesses mais aussi celle de « qui dirige, qui décide ? » Qui dirige dans la production, dans l'entreprise, mais également la société ? Cela impose de réfléchir sur la finalité des productions où la satisfaction des besoins doit s'accorder avec le développement durable et la fin du travail destructeur et aliénant. Autant dire que les débats continuent et que les plus grosses bagarres sont devant nous. Les annonces de plans sociaux, de départs anticipés à la retraite dans l'automobile vont rendre ces interrogations d'une actualité brûlante et les ripostes urgentes.

Grèves, blocages et manifestations

Pour animer ce débat, deux intervenants ont fait partager leurs expériences : Jérôme Ferard, conducteur SNCF à Melun et militant à Sud Rail, qui est revenu sur le blocage de la raffinerie de Grandpuits et Olivier Goldfarb, de la CGT nettoyage qui a parlé de la dynamique interprofessionnelle autour du blocage de la déchetterie d'Ivry. Dans ces deux secteurs fort différents, le caractère interprofessionnel a su donner une ampleur et une résonance au mouvement, aboutissant dans ces deux cas à des blocages conséquents. Ailleurs, d'autres secteurs ont tenté ces modes d'action avec plus ou moins de réussite. L'atelier a permis d'échanger autour de ces expériences à travers les exemples des salariés Biatoss de l'ENS avec les blocages des cuisines ou ceux des lycéens et étudiants qui ont réussi à bloquer certains secteurs.

Manifestations, grève générale, blocages ? Comment articuler et renforcer ces différentes formes d'actions pour renverser le rapport de forces ? Beaucoup partageaient le sentiment que les manifestations organisées lors des journées d'action ne suffisaient pas, et malgré les millions de gens dans la rue, le pouvoir n'en semblait pas pour autant chanceler. Alors comment amplifier nos luttes ? Comment bloquer l'économie du pays ? Étions-nous réellement prêts pour une grève générale ? Ces questions ont toutes été abordées sous l'éclairage des expériences vécues sur le terrain. Les interventions successives ont alors permis de dresser un panorama de ce qui s'est fait et de ce qui a fonctionné localement, esquissant des pistes à explorer plus largement.

Cheminots, transports... : tout bloquer à quelques-uns ou étendre massivement la grève à tous les secteurs ?

Cet atelier partait de l'expérience de camarades travaillant dans les transports et a été introduit par un cheminot et un salarié d'Air France. Tout d'abord, les « blocages » ne sont pas une nouveauté : les manifestations sur les tarmacs d'aéroport, les occupations de postes d'aiguillage, de voies ont quasiment toujours existé. Mais il est vrai que la question des blocages est surtout apparue sur le devant de la scène avec le mouvement contre le CPE qui est aussi notre dernière victoire sociale.

Lors de la discussion, plusieurs camarades ont relaté les actions qui se sont déroulées ici et là et les aspects positifs que peuvent avoir les blocages : points de ralliement pour des salariés de différentes entreprises, des chômeurs, des retraités, et points d'appui pour des collectifs interprofessionnels, etc. Ils représentent pour beaucoup une volonté d'exprimer une radicalité du mouvement « supérieure » à ce que proposaient les confédérations. Ils étaient en outre populaires et légitimés par le mouvement. Enfin ils répondent aussi, par « le blocage sans la grève », aux difficultés financières auxquelles nous sommes tous confrontés et également à la difficulté de faire grève pour des salariés éclatés sur des lieux de travail différents, intérimaires, en CDD, dans de petites entreprises de sous-traitance, etc.

Mais l'ensemble des participants a rappelé qu'ils ne sont pas une fin en soi, qu'à bien des moments ils font office d'exutoires et illustrent presque une faiblesse en se substituant à la grève ou lorsqu'il s'agit de blocages « mal compris » de zones industrielles sans concertation avec les salariés qui y travaillent...

Si les blocages peuvent aider au développement du mouvement, c'est tant mieux, mais ils ne peuvent remplacer la nécessaire construction d'un mouvement de grève à partir des entreprises.

Forces et faiblesse de notre mouvement

Avec l'inévitable retard pour ce genre de rassemblement, c'est devant une salle déjà bien remplie qu'a débuté la rencontre nationale « À celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien » le samedi 11 décembre. Le lieu, s'il manque de chaleur, colporte tous les bruits et nous oblige en permanence à tendre l'oreille pour ne pas laisser échapper les détails des récits ou des analyses des intervenantEs.

Cette première assemblée nous permet de faire un tour (trop) rapide de quelques-unes des multiples facettes de la mobilisation de ces derniers mois. Christine, salariée dans la chimie à Rouen, présente la diversité des revendications défendues, la richesse des formes de luttes, des grèves aux blocages, en passant par les multiples et massives manifestations en semaine ou le samedi. Elle ouvre ensuite le débat sur ce qui a manqué pour gagner vraiment, pour faire reculer le gouvernement. Quelles sont les parts respectives de l'absence de volonté de la majorité de l'intersyndicale d'organiser cet affrontement, de la mémoire des

échecs des années passées dans plusieurs secteurs, du poids des politiques patronales tant au travers des restructurations industrielles que de la répression, de l'affaiblissement des équipes syndicales de terrain et surtout du poids du chômage et des difficultés financières résultant du « détournement » des richesses produites, des salaires vers les profits ? Pour Christine, nous n'avons pas été défaits malgré le vote de la loi. La mise en évidence des difficultés rencontrées mais aussi des acquis de ces six mois de lutte fixe notre feuille de route. Mais nous repartons d'un meilleur pied. Ce sont ces richesses et ces espoirs que les intervenants suivants vont développer.

Pierre, de Marseille, évoque tour à tour la forte mobilisation des dockers, des raffineries, qui s'est soldée par des victoires partielles avec une mairie qui n'a pas hésité à faire intervenir la police et l'armée contre les éboueurs. Mais c'est surtout l'évocation de la formidable lutte des « tatas » (Asem : agentEs spécialiséEs des écoles maternelles) qui a soulevé l'enthousiasme, elles

ont obtenu d'être reçues pour la première fois depuis neuf ans par la mairie. Anne Chantran, représentante du Collectif national pour les droits des femmes, rappelle d'abord la violence de l'attaque contre les retraites avant de souligner l'ampleur de la mobilisation des femmes dans de nombreux secteurs (territoriaux, Asem, commerce, hôpitaux...). Willy Pelletier, de la fondation Copernic, souligne la nécessité d'un débouché politique qui ne soit pas celui de 2012 mais qui se construise dès maintenant dans les prochaines luttes. Les nombreuses interventions depuis la tribune et la salle illustrent à la fois la multiplicité et la diversité des mobilisations : rôle des intersyndicales dans le Puy-de-Dôme, en Seine-Maritime, la place des secteurs les plus mobilisés comme les cheminots ou les raffineries. Mais bien des débats (rôle des syndicats, place de l'écologie, de la jeunesse) ne seront qu'esquissés pour être repris dans les ateliers au cours de la journée.

Éclairage et analyse sur un mouvement inédit

Dans l'atelier « Éclairage et analyse sur un mouvement inédit », toute la lumière n'a pas été faite sur la mobilisation des derniers mois. Les présentations de Patrick et de Camille ont amorcé un grand nombre de débats. Tout d'abord, nous devons mesurer au mieux l'impact profond des modifications structurelles de l'appareil de production, de la fragmentation de la classe ouvrière, le tout sur un fond de chômage important et durable. Précarisation, individualisation voire isolement apparaissent comme de nouvelles normes défendues par la propagande patronale et consolidées par des régressions de droit et une répression

grandissantes. Au total, l'heure est plus à l'acceptation de l'inacceptable ou à la souffrance au travail qu'à la riposte quotidienne. Dans ces conditions l'outil syndical ne semble plus à la mesure des besoins de construction de ces ripostes. Les principales confédérations sont affaiblies par les effets générationnels, empêtrées dans les batailles de légitimité face au gouvernement et au patronat, discréditées par le soutien passé à des gouvernements de gauche, pour toutes, et à des gouvernements de droite, pour certaines. Les équipes militantes, à la base, peinent à compenser ces handicaps dans une période où la faiblesse des mobilisations rend peu crédible

le syndicalisme de lutte de classe. Pourtant la violence des attaques au travers de la loi sur les retraites a permis à des millions de salariés de retrouver le chemin de la lutte à peine balisé ces derniers temps par les batailles pour l'emploi. Les salariés se sont rapidement réappropriés le meilleur des luttes des dernières années : grèves, manifestations, blocages, à la recherche de la meilleure voie pour aller vers la grève générale reconduite jusqu'à ce que le pouvoir recule. Mais, rien de définitif dans ces appréciations, ces réflexions. Juste l'idée qu'il faut faire des bilans, réfléchir et reprendre le chemin de la lutte pour progresser et gagner.

La santé, un droit

Nous étions plus de 70 pour discuter des moyens de faire face à l'offensive engagée par le gouvernement contre le droit à la santé, échanger sur les moyens de développer la riposte alors que le gouvernement Fillon III vient de mettre de nouvelles attaques contre la protection sociale au centre de son offensive contre les droits des travailleurs. Plusieurs camarades ont témoigné de la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux, des restructurations, des fermetures de lits, de l'externalisation de services..., de la pression par des directions appliquant les méthodes de gestion fondées sur la recherche de la rentabilité, aux ordres des Agences régionales de santé (ARS) mises en place par Bachelot. Claude Évin, ancien ministre socialiste de

la Santé, aujourd'hui directeur de l'ARS d'Île-de-France, est un zélé exécutant de cette politique.

Le manque chronique et organisé de personnel, la dégradation des conditions de travail, l'isolement des services, les pressions de l'encadrement rendent difficiles les résistances, la solidarité entre salariés. Plusieurs camarades ont décrit ces difficultés mais aussi témoigné de luttes en cours, radicales mais isolées, comme à l'hôpital Tenon à Paris ou à l'hôpital psychiatrique Marchant à Toulouse.

Surmonter ces difficultés, c'est donner sa dimension politique à la lutte des hospitaliers, la lutte pour le droit à la santé pour tous en faisant appel à l'opinion publique, à la solidarité. C'est aussi faire le lien entre le public et le privé, où conditions de

travail et salaires sont tout aussi dégradées.

Il s'agit de dénoncer le plus largement possible les arguments du gouvernement invoquant le déficit de la Sécu, comme pour les retraites, alors que c'est une question de répartition des richesses. La réforme dite de la dépendance est le nouveau chantier de Sarkozy contre la protection sociale et son financement, et sa « grande consultation nationale » n'a d'autre objectif que de poursuivre les attaques tout en relançant le prétendu dialogue social. Face à cela, les militantEs des secteurs santé, sécu et social s'inscrivent dans la campagne décidée par le NPA dans l'objectif d'une grande mobilisation pour le droit à la santé...



Montreuil, le 11 décembre. Pendant l'après-midi, les participantEs se sont retrouvés en ateliers. (PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)



Une arrestation illégale.

Pendant la visite de Sarkozy dans l'Allier, le 25 novembre, un syndicaliste de Sud-Santé-Sociaux, Frédéric Le Marrec, a été retenu préventivement par les gendarmes à Mayet-de-Montagne (Allier). Ils ont pris comme prétexte une interrogation sur un collage d'affiches du NPA fait la veille dans la petite commune. L'interrogatoire s'est déroulé puis Frédéric a été retenu pendant cinq heures, sans être mis en garde à vue. « Le préfet vous en veut », lui ont simplement dit les gendarmes. Frédéric a porté plainte pour arrestation abusive. Le préfet de l'Allier s'est vivement emporté contre ce dépôt de plainte : « je dis aux gauchistes qui essaient d'utiliser cet événement, vous n'y arriverez pas et vous êtes des minables ». Une façon de démentir hautaine et méprisante qui ressemble fort à un aveu de participation directe à cet embastillement préventif fait par « lettre de cachet » du roi Sarkozy.

Travail le dimanche : pas à n'importe quel prix !

Alors que le conflit s'enlisait après douze semaines de grève, la direction des Affaires culturelles et la direction des ressources humaines de Paris ont enfin compris la revendication des agents des bibliothèques ouvertes le dimanche. Elles ont donc accordé une augmentation de la prime dominicale de 75 euros brut à 100 euros (85 euros net). Bien

que le montant soit inférieur à celui revendiqué par les personnels (100 euros net), ceux-ci ont voté la suspension du mouvement. Ainsi, les bibliothèques concernées, François-Truffaut, Marguerite-Duras et Marguerite-Yourcenar, rouvriront leurs portes le dimanche. Cette lutte, menée de façon collective par tous les personnels des bibliothèques appuyés par l'intersyndicale, se solde donc par une victoire avec une augmentation de 30%. Elle ouvre également les négociations tant attendues sur le régime indemnitaire, largement en retrait par rapport aux autres régimes de la Ville et surtout de l'État et des collectivités territoriales. Toutefois les conditions d'ouverture le dimanche restent précaires, car les effectifs requis sont loin d'être assurés, notamment à Marguerite-Yourcenar.

Les Conti honorés à Creil.

Le 11 décembre, à la Faïencerie de Creil (Oise), le Collectif local d'agitation de l'agglomération creilloise (Clac) a organisé une projection-débat du film *Les Conti gonflés à bloc*, en présence de son réalisateur, Philippe Clatot. Durant plus de deux heures, les 70 participantEs ont (re)vécu l'évolution du combat des 1120 ouvriers de Continental Clairoix en 2009. Durant le débat, la question des primes de licenciement au détriment de la sauvegarde de l'activité de l'usine

est revenue plusieurs fois. Philippe Clatot a également expliqué ses difficultés de tournage (l'impossibilité de filmer l'intérieur de l'usine par exemple), ses partis pris et sa volonté de montrer les rapports humains entre les salariés tout au long de la lutte. Il est regrettable qu'aucun Conti n'ait pu se déplacer pour la projection, mais de nombreux militantEs qui les ont soutenus étaient présentEs. La lutte des Conti est devenue emblématique au regard d'autres luttes sociales menées aujourd'hui encore dans le bassin creillois et plus généralement en Picardie.

Précaires en colère.

Le 9 décembre, une centaine de salariéEs contractuelLEs de la fonction publique se sont réuniEs au Trocadéro, à Paris, à l'appel de l'intersyndicale CGT-Solidaires-FSU-Snes, pour dénoncer leurs statuts précaires et exiger leur titularisation. Pendant plus d'une heure, des salariéEs de différents ministères (Éducation, Santé, Culture, Justice) se sont succédé au micro pour témoigner de leurs conditions de travail indignes alors qu'ils effectuent les mêmes tâches et ont le même niveau de formation que les titulaires. Il y a actuellement un million de précaires dans la fonction publique en France, majoritairement des femmes, que le gouvernement avait promis de titulariser en 2008. Une promesse non tenue à ce jour, à laquelle

Le chiffre
20 %
C'est l'augmentation en 2010 du prix des logements anciens à Paris (près de 8 000 euros le m²). Cette augmentation est de 10 % en banlieue et de beaucoup plus dans la petite couronne. L'évolution est la même dans les grandes villes. Après la crise financière, l'immobilier est la nouvelle valeur refuge des plus riches. Ces augmentations se répercutent sur les loyers, ce qui oblige les salariés à se loger de plus en plus loin de leur lieu de travail. Le besoin estimé en nombre de logements sociaux est de un million.

s'ajoute le gel des salaires depuis des années, l'utilisation abusive et illégale de vacataires et l'absence de sécurité de l'emploi. Le 20 janvier, ils appellent à un rassemblement unitaire entre contractuelLEs et fonctionnaires, afin d'obtenir la titularisation de toutEs les précaires.

La forêt n'est pas une marchandise.

Le 9 décembre, l'Assemblée générale intersyndicale de l'Office national des forêts (ONF) était impressionnante : sur 10 000 salariéEs, plus de 500 sont venus de toute la France, malgré la neige, à l'assemblée qui se tenait sous une immense tente en pleine forêt domaniale d'Arc-Châteauvillain (Haute-Marne). Il faut dire qu'ils gèrent près de 13 millions d'hectares de forêts publiques sur les 16 millions que comptent la France et l'outre-mer. Leur projet ? Une gestion durable, récoltant le bois, préservant la biodiversité et accueillant le public. Sauf que ce n'est pas du tout l'objectif du gouvernement Fillon Avec la RGPP, le

gouvernement souhaite que l'ONF coupe, coupe encore, et vende pour nourrir l'État. La direction vend donc des maisons forestières, « réorganise » en supprimant des postes et des sites. Elle rentabilise la forêt au mépris de l'accueil du public et surtout d'une gestion préservant l'avenir. En 40 ans, la récolte de bois a augmenté de 60% alors qu'il faut 160 ans pour qu'un chêne arrive à maturité. Les agents de l'ONF en sont arrivés à un grand sentiment de révolte et leur intersyndicale (Solidaires, CGT, Unsa) souhaite populariser leur lutte. Ils ont bloqué la vente de bois, ils résistent et refusent les directives autant qu'ils le peuvent. Vous pouvez les rencontrer sur le site, les inviter dans vos AG syndicales, parler de leur lutte dans votre milieu professionnel. La forêt est notre bien commun que nous devons être capables de défendre. Pour un grand service public forestier libéré des contraintes du marché du bois, signez la pétition intersyndicale sur le site www.snupfen.org

400 000 EUROS !

« Eh, n'oubliez pas la souscription ! » Il est tard, la réunion de comité s'achève, tout le monde se lève, est crevé et a hâte de rentrer. Le trésorier se rassoit et sait qu'il recommencera la prochaine fois, avec le même résultat : un article dans l'hebo pour dire que ça ne va pas. Un quart de la somme collectée et il reste à peine quinze jours. Alors que se passe-t-il ?

Il y a d'abord les militants anciens qui savent « qu'on s'affole toujours mais qu'à la fin on y arrivera ». Alors ils attendent que l'on y arrive avec ceux qui ne savent pas qu'on va y arriver. Et puis il y a ceux qui sont cette fois-ci vraiment touchés par la crise, ont peu de ressources et ont même parfois donné aux caisses de grève, aux sans-logis, aux sans-papiers, aux Roms, bref à tous ceux et celles que le NPA défend et sont de plus en plus nombreux. Mais il y a aussi les ex qui restent proches mais n'ont plus envie de militer, les sympathisants qui deviennent très proches mais n'ont pas encore envie de militer. Bref des milliers de gens prêts à nous aider, au moins financièrement, mais à qui on n'ose pas ou on oublie de demander.

Et pourtant toutes et tous s'accordent à trouver que notre matériel de propagande s'améliore et a eu un gros impact pendant les mobilisations. Le billet de banque a fait un tabac : plus d'un million d'exemplaires distribués gratuitement... Il y a même des commerçants qui l'ont refusé de peur de faire chuter le système bancaire... Mais tout cela a un prix et il nous faut absolument les 300 000 euros qui nous manquent. Alors ?

C'est simple, nous sommes des milliers au NPA et autour de nous des dizaines de milliers. Par exemple si chaque militantE verse 20 euros et trouve deux personnes minimum autour, pour en faire autant, voire beaucoup plus, c'est gagné. Alors pas de temps à perdre, récolter de l'argent c'est aussi important que faire grève ou manifester et en plus ça permet de le faire.

Il nous reste quinze jours pour vider nos poches, signer un chèque, aller taper la famille, les anciens, les sympathisants, les collègues... ne pas hésiter, y penser tout le temps et se dire chaque soir : « Aujourd'hui j'ai collecté combien ? »

Et si on est des milliers à faire cela... ce sera gagné !
Alain Krivine

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr



SOUSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
€ 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -